

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

L'Internationale Communiste a fait sienne la cause de la Russie soviétiste. Le prolétariat international ne remellra son glaive au fourreau que lorsque la Russie Soviétiste sera devenue l'un des chaînons d'une Fédération de Républiques Soviétistes embrassant le monde.

2^e Congrès de l'I. C. (1920)

VIVE LA COMMUNE SOVIÉTIQUE D'OCTOBRE 1917 !

Quinze années !

par L. TROTSKY

La Révolution d'octobre achève sa quinzième année. Ce simple chiffre témoigne au monde entier de la force gigantesque qui exi-te dans l'Etat prolétarien isolé. Personne, pas même les plus optimistes parmi nous, n'avait prévu une telle vitalité. Et ce n'est pas étonnant : l'optimisme d'une telle prévision à l'égard d'un état prolétarien isolé aurait dû porter en lui le pessimisme envers la révolution internationale.

Les chefs et les masses n'apercevaient dans le bouleversement d'octobre que la première étape de la révolution mondiale. La pensée d'une édification indépendante du socialisme dans la Russie isolée ne fut dans l'année 1917, ni défendue, ni soulevée, ni formulée fermement par personne. Dans les années suivantes aussi, l'édification économique fut conçue par l'ensemble du Parti sans exception, comme l'infrastructure d'une base matérielle sous la dictature du prolétariat, comme la préservation de la liaison économique (smytschka) entre la ville et la campagne, enfin comme la création de points d'appui pour la future société socialiste qui ne pourra être bâtie que sur une base internationale.

Les voies de la révolution mondiale se sont montrées démesurément plus sinueuses et plus longues que nous l'avions attendu et espéré 15 ans auparavant. Aux difficultés de l'extérieur dont le rôle historique du réformisme se montra la plus importante s'en joignirent de l'intérieur, avant tout la politique fausse dans son fond et fatale dans ses conséquences des épigones du bolchevisme. La bureaucratie du premier état ouvrier fait tout ce qui est décisif — inconsciemment, mais cela n'atténue rien — pour empêcher la naissance d'un second état ouvrier. Il faut délier ou rompre les nœuds bureaucratiques pour frayer une issue à la révolution.

Si les délais du développement ont dépassé les cadres des perspectives esquissées par nous, nous avons toutefois exactement apprécié les forces et les lois motrices fondamentales. Cela s'applique aussi complètement au problème du développement économique de l'Union soviétique. Les forces productives modernes ne se laissent enfermer dans les cadres nationaux par aucune résolution ou aucun exorcisme. L'autarchie est un idéal d'Hitler, mais pas de Marx ni de Lénine. Socialisme et cloisonnement national s'excluent l'un l'autre. Aujourd'hui, comme il y a 15 ans, le programme d'une société socialiste dans un seul pays est utopique et réactionnaire.

Les succès économiques de l'Union soviétique sont très grands. Mais précisément au 15^e anniversaire, les contradictions et les difficultés ont pris une acuité menaçante. Des retards, des ruptures, des disproportions témoignent en premier lieu d'une fausse direction. Mais pas seulement de cela. Elles rappellent que l'édification d'une société harmonieuse n'est seulement possible que par une expérience ininterrompue au cours de décades et pas autrement que sur la base internationale. Les obstacles techniques et culturels, la rupture entre la ville et la campagne, les difficultés de l'importation et de l'exportation — tout prouve qu'octobre exige sa continuation internationale. L'internationalisme n'est pas une convention rituelle mais une question de vie ou de mort.

Il ne manquera pas de discours et d'articles jubilaires. La majorité proviendra de ceux qui furent en octobre des adversaires intransigeants de l'insurrection prolétarienne. Nous, Bolcheviks-Léninistes, serons appelés « contre-révolutionnaires » par ces messieurs. Ce n'est pas la première fois que l'histoire se permet de telles plaisanteries et nous ne lui en voudrons pas. Même si c'est avec confusion et lenteur, elle n'en fait pas moins son travail. Et nous aussi, nous ferons le nôtre ! Prinkipo, le 13 octobre 1932.

L. Trotsky.

Paraitra la semaine prochaine :

L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE EN DANGER

DEVANT LE DEUXIEME PLAN QUINQUENNAL

par

L. TROTSKY

Une brochure : 1 fr. 50



La politique économique de Staline en U.R.S.S.

Du 28 septembre au 2 octobre 1932, le C. C. du P. C. de l'U.R.S.S. a tenu une assemblée plénière. Cette réunion prend une importance exceptionnelle, étant donné la situation économique actuelle. Elle s'est tenue dans un grand mystère, et l'on ne connaît les résolutions qu'une fois qu'elles étaient prises par l'omnipotente direction de Staline.

Quiconque connaît l'histoire de la Révolution russe, sait qu'il y a plusieurs années, non seulement le parti russe, mais toute l'Internationale, avaient à leur ordre du jour les problèmes économiques de l'U.R.S.S., mais il est vrai que c'était du temps de Lénine et Trotsky ! Il est néanmoins nécessaire d'étudier et d'examiner comment se comporte la bureaucratie stalinienne dans la situation présente. Le caractère général des mesures prises hors du contrôle et de la participation du parti, est un « non sens ». Car les résolutions prises ne peuvent en rien remédier à la situation, pour la simple raison qu'elles ne s'attaquent nullement à la raison même du malaise. Loin de pousser ses investigations à la source, le C. C. s'est plu au contraire à l'esquiver. Le résultat est que les résolutions prises ne sont que des palliatifs très faibles et de bien peu d'effets, étant donné la situation.

Les décisions prises portent sur trois points : 1^o Le développement du commerce soviétique. 2^o La production d'articles de large consommation. 3^o L'industrie sidérurgique. La constatation immédiate qu'a fait le C. C. est que la production, durant la première moitié de l'année, a subi un ralentissement de son rythme, d'où un retard sur les chiffres de

contrôle prévus. C'est là une justification de l'examen de la situation économique sur laquelle nous avons attiré l'attention (1).

C'est là une constatation dont la gravité n'échappe à aucun communiste soucieux de défendre au mieux les intérêts de la dictature du prolétariat. Mais il est nécessaire de souligner que le remède qu'apporte le C. C. se réduit, pour le C. C. Staliniens, à n'être *uniquement* qu'une question de direction. Peut-on poser ainsi le problème ? Tout marxiste, laissant la flatterie à ceux qui découvrent la Révolution quinze ans après sa victoire, répondra fermement, non. La cause du retard de la production ne doit pas être seulement envisagée en elle-même, mais en relation complète avec tout le processus de la production, c'est-à-dire en rapport avec la qualité de la production, des déchets et rebuts de cette production, de la hausse du prix de revient en relation avec les gaspillages gigantesques et les constructions et usines inachevées, le tout s'équilibrant au rythme général de l'industrialisation.

Autrement dit, le problème qui se pose est celui de la révision et de l'amélioration du caractère général de la politique suivie dans l'industrie. L'opposition a plus d'une fois insisté sur le fait que les difficultés présentes naissent de la disproportion qui s'établissait entre les différentes branches d'industrie ; elle prenait soin de noter que les résultats atteints, c'est-à-dire ceux dont la quantité s'équilibrerait qualitativement, ne l'étaient qu'au prix d'une disproportion des branches d'industrie, due aux rythmes inconsidérés impulsés à cette dernière.

(1) Voir Aperçu sur le développement économique de l'U.R.S.S. en 1931-32, « La Vérité », numéros 127, 128, 129. (2) L. Trotsky, Lettre au Camarade K. — La Lutte de Classes, n° 24, août 1930.

Le renversement de la bourgeoisie en Russie 1917

Proclamation du Comité Militaire Révolutionnaire

Le Gouvernement Provisoire est déposé. Le pouvoir est passé aux mains du G. M. R., organe du Soviet de Pétrograd, qui se trouve à la tête du prolétariat et de la garnison de Pétrograd.

La cause pour laquelle le peuple a lutté : offre immédiate d'une paix démocratique, abolition de la propriété sur la terre des pomiestchiks, contrôle ouvrier sur la production, création d'un Pouvoir Soviétique, le triomphe de cette cause est garanti.

Vive la révolution des ouvriers, des soldats et des paysans !

C. M. R. du Soviet des Députés ouvriers et soldats de Pétrograd.

présidé par L. TROTSKY.

Pétrograd, 25 octobre (7. XI) 1917, 10 heures du matin.

Camarades, venez nombreux assister à la commémoration de

L'Anniversaire de la Révolution d'Octobre

DIMANCHE 6 NOVEMBRE à 14 h. 30

SALLE DES JEUNESSES REPUBLICAINES rue Dupetit-Thouars



Il y a quinze ans, en pleine guerre mondiale, le parti bolchevik sous la conduite de Lénine et de Trotsky conquiert la Russie des Tsars à la Révolution prolétarienne, assurait à la révolution mondiale un sixième du globe pour premier bastion et ouvrait l'ère de la libération des exploités et des opprimés. Dans ce cataclysme mondial, à travers la trahison des organisations ouvrières, le noyau bolchevik sut conduire les masses jusqu'à l'insurrection victorieuse par son action intransigeante, guidée par des principes du marxisme sur le terrain de classe et de l'internationalisme prolétarien : sous la direction de Lénine, le parti bolchevik se renforta dans une lutte impitoyable contre la corruption chauvine, le pacifisme centriste et sut, à la veille de l'insurrection, vaincre dans ses propres rangs les déviations conciliatrices de Kamenev et de Staline à l'égard de la république démocratique bourgeoise. Et le 7 novembre 1917 le Soviet de Pétrograd victorieux s'adressait aux travailleurs du monde : « Le Soviet est convaincu que le prolétariat des pays d'Occident nous aidera à conduire le socialisme à une victoire complète et durable. » Plus tard, dans le feu de la lutte internationale, se forgeait à Moscou l'instrument de la libération du prolétariat mondial : l'Internationale communiste, l'Internationale d'Octobre.

Contre le monde capitaliste sacrifiant aux intérêts de ses patries pourrissantes des millions et des millions d'exploités, l'internationalisme prolétarien avait conduit les masses à la conquête du premier bastion de la société libérée des classes exploitrices et des patries. A cette victoire du prolétariat mondial était indissolublement liée la marche en avant, la lutte du prolétariat mondial aux prises avec le monde impérialiste.



Christian RAKOVSKY

L'Internationale d'Octobre et le "Stalinisme"

dû faire place à une doctrine qui revendique aujourd'hui son nom, synonyme d'échecs et de défaites : Manouïlsky apprend au 12^e Plenum qu'il y a eu trois périodes dans le mouvement communiste : le marxisme, le léninisme marxiste de l'époque impérialiste et enfin le stalinisme : « Au nom de Staline est liée dans la conscience des travailleurs de notre pays et du prolétariat mondial, toute la phase de l'édification du socialisme et de ses victoires en U. R. S. S. Se basant sur la loi du développement négatif de l'impérialisme, Staline a élaboré et mis en pratique la doctrine léniniste de l'édification du socialisme dans un seul pays. Cette conception STALINISTE, qui est devenue le patrimoine de toute l'Internationale Communiste, a réalisé et accompli en fait la tâche primordiale de la préparation du prolétariat international à une nouvelle série de guerres et de révolutions. » (Corresp. Internat., n° 90.)

L'idéologie néfaste qui étrangle l'Internationale Communiste revendique aujourd'hui son nom ! Certes, l'idéologie basée sur la théorie réactionnaire et utopique du « socialisme dans un seul pays » ne s'identifie en rien avec le marxisme internationaliste, patrimoine de l'Internationale Communiste, qui a donné au prolétariat mondial l'Union Soviétique, qui a forgé son Internationale et lui a donné pour toute une période historique les règles de stratégie et de tactique pour entraîner les opprimés et les exploités du monde, à la suite du prolétariat et sur son terrain de classe, contre les impérialismes et leurs agences social-démocrates.

Avec la conception staliniste, l'Internationale a reçu dans son patrimoine la révolution chinoise étranglée, le mouvement du prolétariat anglais désagrégé, les ravages de la Troisième période, le développement industriel du plan soviétique compromis en collectivisation bureaucratique, et enfin, dans le nouveau cycle de grandes luttes, la lutte révolutionnaire du prolétariat allemand placé devant des perspectives de lutte et de victoire, paralysée et piétinée.

Sous le drapeau de la conception électorale et petite-bourgeoise du « socialisme dans un seul pays », le rôle de l'Internationale Communiste a été amoindri, les rapports de l'avant-garde prolétarienne avec l'ensemble de la classe ont été compromis avec le « social-fascisme ». La lutte de l'avant-garde prolétarienne contre les ennemis du prolétariat, la bourgeoisie nationale en Chine et les nationaux-socialistes en Allemagne, a été altérée ; elle a séparé la lutte contre la guerre anti-soviétique de la lutte internationale pour la prise du pouvoir, elle a séparé l'apologie bureaucratique des succès du socialisme en U. R. S. S. de la lutte révolutionnaire du prolétariat international.

Elle a conduit, dans le monde entier, nos organisations révolutionnaires dans une situation telle que pas un communiste honnête ne peut entendre sans honte Manouïlsky déclarer que cette conception « a réalisé et accompli en fait la tâche primordiale de la préparation du prolétariat international à une nouvelle série de guerres et de révolutions. »

Mais quinze ans après Octobre, l'Union Soviétique n'a pas été abattue par les impérialismes et dans les rangs de l'Internationale Communiste, à son flanc gauche, quand les bureaucrates l'en chassent, l'opposition des bolcheviks léninistes lutte avec ardeur et opiniâtreté pour chasser de l'Internationale la conception staliniste et ses fidèles serviteurs à la Manouïlsky. Dans le feu des grandes luttes qui viennent, dans la lutte du prolétariat allemand, dans la crise de la société allemande, le marxisme-léninisme trouvera sa voie de nouveau. Riche de luttes et de victoires prolétariennes, grandie dans l'esprit d'Octobre, la lutte de l'avant-garde bolcheviste-léniniste doit recevoir l'appui de militants communistes chaque jour plus nombreux.

Dans ce quinzième anniversaire, dans la crise aiguë du monde capitaliste condamné par l'histoire, dans la situation noire du prolétariat mondial frappé par la bourgeoisie, trahi par la social-démocratie, et dont l'I. C. ne sait entraîner les larges rangs, quand l'Union Soviétique connaît des dangers intérieurs que la bureaucratie dissimule aux révolutionnaires, dans les luttes internes, après et difficiles, de notre Internationale Communiste, la leçon de 1917, la leçon de Lénine, trace la voie à l'opposition de gauche.

C'est le marxisme-léninisme qui travera le chemin de l'Octobre russe à l'Octobre mondial.

Exigez la libération de Rakovsky, Sosnovsky, et des milliers de bolcheviks-léninistes emprisonnés par Staline !

Quinze ans sont passés depuis la première grande victoire du prolétariat révolutionnaire conduit par son exemplaire avant-garde. Quinze ans d'efforts pour défendre les bases de la dictature du prolétariat en U. R. S. S. Quinze ans de luttes du prolétariat mondial aux prises avec les bourgeoisies acharnées à maintenir leur domination pourrissante, à décimer les rangs révolutionnaires, à maintenir les masses dans la misère et l'oppression, à les accabler sous les coups de ses crises et la menace de ses guerres. Mais, contre ce monde que le prolétariat doit détruire pour sa libération, le prolétariat depuis la mort de Lénine n'a plus remporté de victoire. Un second cycle de crise profonde du monde capitaliste n'a pas trouvé son avant-garde puissante et capable d'entraîner les exploités et les opprimés à de nouvelles victoires et dans l'union soviétique, de graves difficultés minent les bases de la dictature du prolétariat.

C'est que depuis huit ans, dans les conditions du reflux de la vague révolutionnaire, sous la pression des forces ennemies, le marxisme-léninisme qui avait conduit les masses prolétariennes à la victoire a

L'offensive radicale et la riposte des fonctionnaires

La bataille des P. T. T.

On savait bien que le gouvernement radical ne ferait pas d'autre politique que celle de ses prédécesseurs, montrant ainsi, une fois de plus qu'en régime capitaliste, quelle que soit la couleur du gouvernement, il n'y a qu'une seule politique dirigeante : celle de la bourgeoisie.

La crise actuelle est universelle. Tous les pays, sans exception, en sont touchés. Mais chaque pays résiste plus ou moins, suivant sa situation propre.

Ce qui caractérise le régime capitaliste : c'est la concurrence. Et, dans les périodes de crise, cette concurrence entraîne la ruine des plus faibles. Cela est vrai, non seulement pour les capitalistes à l'intérieur d'un pays, mais pour les nations elles-mêmes à l'échelle mondiale.

Quant à l'atténuation de la crise, ce n'est pas la solution : réduire le prix de revient. Comment réduire le prix de revient ?

- 1° Améliorer le matériel technique ;
2° Augmenter le rendement individuel ;
3° Obtenir du gouvernement des dégrèvements et des secours financiers ;
4° Réduire les salaires.

Améliorer le matériel technique, c'est le dernier souci de nos industriels, car cela entraîne des dépenses et du manque d'organisation des ouvriers.

L'augmentation du rendement individuel ils l'ont et continuent à l'appliquer. Les dégrèvements et l'aide financière du gouvernement ont été obtenus dans une certaine mesure ; mais la situation de l'industrie exige plus. Or, il y a la difficulté : les finances de l'Etat sont en déficit.

L'augmentation du rendement individuel est facile de le faire rentrer dans une période de crise, de chômage partiel et total, de réduction de salaire. La diminution des salaires des fonctionnaires est conditionnée par la résistance de ces derniers et peut entraîner de vastes mouvements de grève.

Quant à la réduction des salaires, profitant du chômage et du manque d'organisation des ouvriers, le patronat l'a appliquée à plusieurs reprises. Il veut continuer. Mais là aussi il se heurte à des difficultés : la capacité de résistance du prolétariat sur laquelle nous reviendrons, la baisse trop lente du coût de la vie par rapport aux autres pays.

Ainsi pour réduire les salaires il faut baisser le coût de la vie. Or, c'est là tout le problème paysan qui est en jeu. L'antagonisme irréductible entre l'industrie et l'agriculture aura l'occasion de se manifester plus que jamais.

Nous reviendrons sur ce problème qui mérite une étude toute particulière, mais rappelons l'écart énorme entre le prix du blé français (110 fr. le quintal) et le prix du blé américain (40 à 50 fr. le quintal) pour démontrer combien cette question est importante.

Résumons-nous : obtenir sans réserve l'appui du gouvernement au détriment des fonctionnaires et des contribuables ; réduire les salaires ; augmenter le rendement individuel des ouvriers ; baisser le coût de la vie en s'attaquant aux petits paysans, telles sont les exigences des industriels français.

Les radicaux, malgré qu'ils soient pour une large part les élus des paysans, des petits bourgeois et de pas mal de fonctionnaires, doivent, en tant que ministres satisfaits, les exigences des industriels ou alors ils sautent. Voilà sous quelle pression Herriot même son attaque alors que Blum multiplie les grâces pour essayer de le ramener à la démagogie du cartel.

Les réformistes et pacifistes excluent le S. R. I. du Comité d'Amnistie

Après avoir accepté l'adhésion (en date du 30 septembre) de la section française du S.R.I. au C.C. d'Amnistie, les chefs de certaines organisations réformistes et pacifistes ont tenté d'en exclure le Secours Rouge par 6 voix contre une abstention — celle de la C.G.T.S.R. (en date du 20/10).

Pour qui n'oublie pas le rôle historique de trahison ou de paralysie des idéologues réformistes et pacifistes, cette manœuvre n'a rien que de très normal ; ceux qui ont embrassé la cause de l'amnistie afin de mieux l'étriquer — c'est-à-dire de la mieux étouffer — ne peuvent tolérer une organisation qui lutte réellement pour l'amnistie et dont la seule présence empêche l'effacement du torpillage.

Alors ? Alors, c'est bien simple : on fait voter par une assemblée trépanée sur le volet un texte disant que le maintien au C.C. d'Amnistie du S.R.I. est de nature à compromettre la cause de l'amnistie (sic) !

Le 25 octobre, un meeting unitaire réunissant à la Bourse du Travail, à 18 h., 800 ouvriers des P.T.T. et à 21 h., un meeting organisé par le Syndicat National des Agents (affilié à la F. P. Confédérée), groupait 2.000 postiers confédérés et unitaires.

Les travailleurs des P.T.T. répondent toujours plus nombreux à l'appel des organisations, et ainsi la bataille contre les prescriptions ministérielles, déjà appliquées, et contre les projets gouvernementaux s'organise ; les postiers sentent le danger, comprennent la nécessité de la bataille, mais l'éparpillement des forces syndicales freine leur volonté de lutte, leur fait avant tout déplorer la scission, les rend pessimistes quant au résultat de la lutte car ils se sentent encore désunis.

C'est sur ce point que les différentes organisations syndicales ont à prendre nettement position. Celles qui, par leur attitude, veulent ou risquent d'empêcher l'unification du prolétariat postal, compromettent l'issue victorieuse du combat inéluctable et encourrent ainsi la plus grave des responsabilités.

S'appuyant sur un ordre du jour voté dans l'enthousiasme au récent meeting du S. N. des Agents, la F.P.U. a proposé une réunion commune des représentants des différentes organisations syndicales. La F.P. Confédérée groupait plusieurs Syndicats nationaux, la proposition fut faite à la fois à la F.P.C. et aux différents S. N. confédérés, et si la F.P.C. a déclaré, en s'appuyant sur les décisions d'un récent Conseil National, qu'elle repousse toute forme de front unique, le Syndicat National des Agents des P.T.T. a accepté de se rencontrer avec les représentants de la F.P.U., la réunion commune étant fixée au 31 octobre.

L'application de la tactique du front unique d'organisation à l'organisation permet donc déjà, dans une certaine mesure, de dissocier les chefs confédérés ; elle permet aussi de porter la bataille sur le front unique dans les rangs réformistes et catégoristes et d'avoir ainsi l'oreille des travailleurs confédérés, agéistes (Association Générale des Commis) et autonomes ; elle permet d'élargir l'influence de la F.P.U. et ouvre de grands espoirs pour le rassemblement de tout le prolétariat postal.

Une conférence pour la région parisienne, organisée par la F.P.U. au lieu de la 30 octobre y participèrent 165 travailleurs des P.T.T. dont 15 confédérés, 3 autonomes et 18 inorganisés. Une grande partie de ces camarades étaient les délégués d'assemblées du personnel sans distinction de tendances et vinrent exposer leur travail et les résultats acquis sans omettre les difficultés rencontrées (Paris, 14, R. P. Austerlitz, Nord, P.-L.-M., Brune, etc.).

Une délégation fut nommée pour représenter la conférence à la réunion organisée pour le 20 novembre par le Cartel unitaire des fonctionnaires et la Fédération autonome. Une conférence des employés confédérés se tenant en même temps que la nôtre, à la Bourse, une délégation fut nommée pour aller proposer de tenir les deux conférences en commun ou au moins d'accepter des délégations respectives. La réponse fut que les deux conférences ne s'occupaient pas des mêmes questions, la conférence confédérée s'occupant exclusivement des intérêts des syndiqués confédérés ; une faute fut commise par la conférence d'unité qui ne demandait pas à plusieurs chefs confédérés présents d'expliquer le point de vue de la conférence d'unité à la conférence confédérée.

Ce qui ressort des débats, c'est l'urgence de créer à la base des comités d'unité d'action nommés sur le lieu du travail par des assemblées de tout le personnel, comités constamment sous le contrôle de ceux qu'ils représentent, de provoquer au sein des réunions communes des directions des différents organisations syndicales, de préparer un meeting de tous les travailleurs des P.T.T. à l'issue duquel serait nommé un comité central d'unité d'action, groupant confédérés, unitaires, autonomes, catégoristes et inorganisés.

Ces comités d'unité d'action doivent comprendre, à notre avis, tant au sommet qu'à la base, les directions respectives des différentes organisations syndicales auxquelles seront adjoints des inorganisés élus dans les assemblées du personnel. Et, à notre avis, tous les efforts doivent être faits pour que ces comités soient cela car il est indispensable de mettre, à chaque moment, au pied du mur, en face de leurs responsabilités, toutes les directions syndicales, tant de base que de sommet. C'est aussi le seul moyen de faire juges, en connaissance de cause, tous les travailleurs des P.T.T. des moyens de lutte et méthodes de résistance préconisées par les différentes organisations syndicales ; ainsi, il sera possible de souder dans un seul bloc, l'ensemble du prolétariat postal, derrière les méthodes de lutte de classe.

Il faut aussi ne pas craindre d'aborder, dans ces comités, la question de l'unité syndicale ; il faut enfin adopter une attitude claire et juste sur ce problème, car il n'est pas possible de continuer à déclarer comme les chefs confédérés : nous seuls devons diriger ; unité organisée par la rentrée dans la C.G.T., c'est-à-dire grignotage de la C.G.T.U., autonomes, etc., en infériorisant leurs membres qui, rentrant à la C.G.T. seront considérés comme de nouveaux adhérents et devront attendre 5 ans pour exercer une fonction syndicale. Il n'est pas possible non plus de continuer à dire comme les dirigeants unitaires : la question de l'unité syndicale ne se pose pas ; seul compte le front unique, c'est-à-dire une centrale unique est non seulement inutile mais nuisible, conservons nos syndicats rouges et blancs par le front unique, pour le grignotage de la C.G.T., des autonomes, etc.

Il faut poser au centre de la discussion dans les comités d'action (comités de front unique), la question du congrès de fusion des différentes centrales syndicales, sur la base de la démocratie syndicale et du droit pour chaque tendance du mouvement syndical unifié de lutter pour la conquête de la direction.

Déjà la F.P.U. et sa direction font un grand pas dans le sens de la tactique leniniste du front unique, préconisée par l'opposition de gauche ; ces pas doivent être suivis d'autres dans le même sens et dans la question de l'unité syndicale.

Un Postier.

Cette ligne appliquée à la lutte pour l'amnistie devrait être jalonnée de la façon suivante : 1° Chaque section de base du S.R.I. ou chacun de ses membres individuellement rentre(r) dans les comités d'amnistie existants, ou bien s'organiserait pour en constituer dans le cas contraire (en faisant appel aux organisations locales se réclamant de l'amnistie) ; 2° La Section française du S.R.I. demanderait ensuite sa réintégration dans le C.C. d'Amnistie, appuyée par les militants de base ; 3° Au cas où cette demande légitime serait refusée, le S.R.I. n'en continuerait pas moins sa propagande pour le renforcement des Comités de base et pour conquérir son droit d'entrée dans le C. C. ; 4° et ainsi la Section française n'ayant rien à perdre et tout à gagner à revendiquer — cinq, dix, vingt fois s'il le faut — son siège dans le C.C. d'A. — ce qui est son droit — et à y exercer le rôle dirigeant afin d'arracher l'amnistie intégrale — ce qui serait son devoir.

Le Congrès de la Typographie Unitaire

LA MAJORITE CONFEDERALE CONTRE L'UNITE

Le 23 octobre eut lieu l'Assemblée générale du Syndicat unitaire des typographes, correcteurs de la région parisienne. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, ce syndicat est dirigé par des minoritaires.

Les rapports moral et financier nous furent présentés et par le secrétaire et par le trésorier. Le rapport financier n'entraîna pas grande discussion et fut accepté, par contre le rapport moral fut l'objet de sévères et justes critiques de la part des camarades majoritaires.

L'approbation dans l'intervention des camarades de la majorité confédérale leur critique du rapport moral, en ajoutant que, par son manque d'activité, notre syndicat est beaucoup plus une société de secours mutuels qu'un syndicat.

Mais je fis remarquer à ces camarades que si le Conseil syndical méritait des critiques, il n'était pas le seul ; car la crise que subit le mouvement syndical unitaire n'est pas particulière à notre syndicat.

Après Magic-City, la politique de la C.G.T.U. s'est révélée erronée, la perspective des grèves a été faussée, les rapports de syndicat à parti se sont maintenus dans leur sectarisme de 1925-30, l'absence de démocratie dans la C.G.T.U. continue, les événements ont, plus que jamais, démontré la stupidité du front unique « par en bas seulement ».

Au Congrès de Magic-City, il avait été décidé de former partout des comités d'unité et de convoquer un congrès national d'unité. De toutes ces décisions il ne reste rien.

L'année dernière, 93 camarades nous quittèrent pour s'en aller à la C.G.T., ce fait ne fut pas particulier à notre syndicat ; dans toute la C.G.T.U., individuellement, par groupes, et même des syndicats entiers ont quitté la C.G.T.U. pour aller, soit à la C.G.T., soit à l'Autonomie.

Si la direction confédérale ne revient pas à une politique juste de l'unité syndicale, les ouvriers la feront à leur façon : ils nous quitteront pour aller à la C. G. T., à la grande joie des Jouhaux et Dumoulin.

La C. G. T. U. veut-elle l'unité syndicale ? Si oui, il faut qu'elle propose à la C. G. T. la convocation d'un congrès national de tous les syndicats ouvriers de France (unitaires, confédérés, autonomes et chrétiens) au cours duquel serait décidée la fusion dans une C. G. T. unique.

Je demandais la désignation d'une délégation qui, au nom du Syndicat, irait défendre cette proposition au prochain C. C. N. Sur intervention du secrétaire fédéral, membre de la C. E. Confédérale, les camarades majoritaires se prononcèrent contre cette proposition, montrant ainsi qu'ils étaient contre l'unité syndicale.

Bien que le Conseil syndical fit sienna ma proposition, elle fut repoussée par deux voix de majorité.

A la fin de la réunion, sans qu'il puisse y avoir une discussion, la majorité confédérale fit voter, à l'unanimité moins une voix, la résolution du Comité d'initiative contre la guerre, laquelle parle de la convocation d'un congrès national révolutionnaire.

Ne pouvant faire aucune discussion sur cette résolution, vu l'heure tardive, je déclarais voter contre, car je considérais comme un « comble » de faire convoquer un congrès revendicatif par un comité composé d'éléments de toutes classes, n'étant ni syndiqués, ni syndicales et n'ayant rien à voir avec le mouvement syndical.

P. Rimbort.

Chaque membre du Parti Communiste doit lire le n° 40-41 de La LUTTE de CLASSES qui contient Les thèses, manifestes et documents du 1er Congrès de l'U. C. Dans le numéro 42 Thèses du 2e Congrès

L'acceptation éventuelle et possible d'une telle proposition par les autres centrales syndicales et particulièrement par la C. G. T. entraînerait dans les rapports des forces actuelles, la disposition de la C. G. T. U. en tant qu'organisation syndicale indépendante, mais en contrepartie nous aurions une soudure organique entre l'avant-garde révolutionnaire dans le mouvement syndical et la grande masse des ouvriers influencés par les chefs réformistes. Les avantages seraient tous pour le prolétariat.

Camarades, Le régime intérieur qui sévit dans notre centrale a permis à la direction d'écarter notre représentation à ce C. C. N.

Ce misérable moyen ne nous empêche pas de vous rappeler ici quelques-unes des causes qui ont empêché le prolétariat à la retraite en France et la C. G. T. U. à sa situation actuelle extrêmement critique. Nous vous avons indiqué aussi la politique qu'il faut suivre pour regagner les masses et les conduire à la victoire.

Quoique forcé à reculer jusqu'à maintenant, le prolétariat français est bien loin d'être battu. Il y a dans son sein des énergies énormes qui peuvent être éveillées et une volonté réelle d'action qui, si elle est politiquement bien interprétée, peut vite renverser la position respective des forces en présence. L'effervescence, l'enthousiasme, la décision qui animent les fonctionnaires et les travailleurs des grands services publics pour préparer la résistance à l'offensive qui les menace le prouve. Par ci, par là et avec une fréquence qui a tendance à augmenter, des mouvements, des interventions, des grèves se produisent aussi parmi les autres catégories de travail-

La grève des marins de Marseille

Pour faire face à la crise économique, la Compagnie des Messageries maritimes impose sa volonté de supprimer la prime d'abandonnement des marins français. Ceux-ci, avec la C. G. T. en tête, ripostent par la grève du 7 au 11 de l'Angkor, Grandidier et Compiègne, courriers d'Extrême-Orient.

Avant la guerre, les marins au long cours gagnaient une solde supérieure à celle des marins au cabotage. Depuis 1917 l'abandonnement est la seule différence entre les marins au long cours et les marins de la Méditerranée.

La suppression de la prime d'abandonnement équivaldrait à une réduction de 20 % de salaires.

La compagnie fait appel au gouvernement des « Gauches » soutenu par les socialistes, qui s'empresse de lui faire envoyer des matelots de Toulon pour briser la grève. Elle fait aussi embarquer des jaunes qui ne peuvent se rendre à bord qu'en se métamorphosant en voyageurs ! Ainsi, le paquebot Angkor est parti à minuit du samedi le 8 avec des matelots de Blum-Boncour-Jouhaux !

Par solidarité, les marins des paquebots Championnet et Lamartine, courriers du Proche-Orient, mettent sac à terre, lundi le 10.

Pasquini, secrétaire général des agents du service général à bord et Ferri-Pisani, secrétaire général de la C.G.T., bavardent vaguement sur la grève qui semble, pour eux, tombée du ciel ! Ils évoquent le nom de compagnie des Messageries Maritimes pour le respecter. Ils sont muets sur la besogne de briseur de grève du gouvernement des « Gauches ». Ils sont muets par les cégétistes pour une proposition inacceptable !

- 1°) Maintien de la prime d'abandonnement jusqu'au premier février 1933.
2°) Conversations à engager sur l'institution d'une prime de long cours dont le principe est d'ores et déjà admis par les lignes où existait l'abandonnement (Lignes avec pays étrangers, pas de prime avec lignes coloniales.)
3°) Sauvegarde des intérêts de l'équipage de l'Angkor.
4°) Absence totale des sanctions pour faits se rapportant au conflit.

Le patron-gouvernement cède pour le moment. Mais la prime sera mise à l'ordre du jour, après ce bref délai.

Camarades marins, votre pain est menacé ! Camarades socialistes, vous avez le devoir de forcer vos chefs à lutter au côté de la C.G.T.U. Ils n'ont aucune raison de se dérober sur le terrain de la lutte du moment qu'ils se prétendent défenseurs de vos intérêts. Posez-leur la question de savoir pourquoi ils ne veulent pas, à tout prix, entendre les revendications de la C.G.T.U. qui sont aussi les vôtres. C'est seulement par la lutte et dans la lutte commune que vous pouvez faire disparaître le brouillard entre les véritables chefs du mouvement ouvrier et les misérables auxiliaires bénévoles ou non de la bourgeoisie.

Camarades de la C.G.T.U., vous devez réaliser le front unique de votre organisation à celle de la C.G.T., le seul qui puisse donner des fruits.

La force de vaincre les compagnies réside en vous, tous unis. Le ministre de la Marine marchande n'est pas le « maître » dans votre lutte pour le pain, comme le prétend la C.G.T. Il n'est qu'un manequin des capitalistes rapaces.

L'union de tous les marins, sans distinction de tendance politique, ni de race est nécessaire, indispensable pour la victoire.

Depuis le 7 aussi, les boy Indochinois de Lamartine font la grève contre la brutalité du Caporal Thuçy et ils ont remporté la victoire. Ce n'est pas encore une lutte économique ni politique. Mais elle se prépare à tendre vers elle.

Camarades, blancs, noirs, jaunes, unissez-vous contre votre ennemi commun, le capitalisme !

leurs. Il faut avoir coordonner et élargir ces mouvements. Il faut réussir à organiser d'abord la résistance, ensuite la contre-offensive de tout le prolétariat. Pour réagir à sa propre politique d'aventurisme, des grèves « politiques », des « journées rouges etc. », la direction de la C.T.G.U. parle aujourd'hui de la nécessité de défendre les revendications jusqu'aux plus minimes, de la classe ouvrière. C'est bien, mais il faut faire attention de ne pas ridiculiser le mouvement pour les revendications partielles. Si la classe ouvrière n'était pas disposée à se battre hier pour « la grève politique de masse » elle n'est pas disposée aujourd'hui à faire la grève pour revendiquer des salaires bien propres. Appeler les ouvriers à la grève pour des revendications de ce genre c'est, à coup sûr, se couper des masses autant et plus qu'avec les journées rouges. En tout cas il est nécessaire que les revendications partielles et particulières aux ouvriers d'une usine ou d'une branche d'industrie soient encadrées dans d'autres revendications communes à toute la classe ouvrière.

Aujourd'hui les revendications qui touchent vraiment les masses sur le terrain syndical sont au nombre de trois :

- LA DEFENSE DES SALAIRES ;
LA SEMAINE DES 40 HEURES SANS DIMINUTION DES SALAIRES ;
LA DEFENSE DES CHOMEURS ET DES OUVRIERS IMMIGRES.

Sur la base de ces trois revendications il est possible de mobiliser aujourd'hui tout le prolétariat en France. Pour cela il est nécessaire que la C. G. T. U. propose publiquement et incessamment à la C. G. T. le front unique d'action et indique par quels moyens, à son avis, cette action doit être menée. Toutes les fédérations et les syndicats adhérents à

Tribune de discussion

La C. E. de la Ligue a décidé d'ouvrir une tribune de discussion dans la presse sur les problèmes syndicaux, et en particulier sur celui de l'unité syndicale.

Dans le courant de la discussion, en vue du C. C. N., un certain nombre de camarades se sont exprimés contre la plate-forme actuelle d'unité de la Ligue.

La discussion est maintenant ouverte ; nous la menons publiquement, pour y intéresser et mêler le plus grand nombre de camarades. Bien entendu, la position de l'organisation reste celle que soutient la Vérité, et pour laquelle lutte dans le mouvement syndical et politique chaque membre de la Ligue.

Les fusions partielles

Nous avons, jusqu'à aujourd'hui, défendu le mot d'ordre du Congrès de fusion. Depuis Magic-City, la C.G.T.U. a continué à se vider ; à ce point qu'elle n'est plus qu'un « squelette vivant ». Les membres du Parti, eux-mêmes, ont perdu toute confiance et ils ne sont plus que des éléments passifs.

Cette situation de la C.G.T.U. nécessite un examen attentif sur la réalisation de l'unité syndicale. Non pas sur la nécessité de l'unité — sur ce point nous sommes tous d'accord — mais sur la tactique à employer pour la réaliser. Et, c'est là que nous ne sommes plus d'accord ; car, à mon avis, la C.E. défend une tactique qui, dans la pratique, aboutit à la négation de l'unité syndicale.

Nos camarades pensent que nous devons rester sur le mot d'ordre du Congrès de fusion, créer autour de ce mot d'ordre un courant et dans le Parti et dans la C.G.T.U. et que nous devons repousser les fusions partielles ainsi que la rentrée en bloc dans la C.G.T.

Or, ceci ne correspond plus à la situation. Les syndicats unitaires ne groupent plus que quelques dizaines de milliers d'adhérents et, proposer un Congrès de fusion aux syndicats confédérés qui en groupent près d'un million, c'est, par avance, essayer un refus.

El, pendant ce temps, la C.G.T.U. s'effrite ; les syndicats unitaires ne comptent, pour la plupart, que quelques adhérents ; d'autres n'existent que sur le papier, alors qu'en face il y a des syndicats confédérés avec des milliers d'adhérents.

Que devons-nous faire devant cette situation ? Faut-il rester sur le mot d'ordre du Congrès de fusion ? Je dis : non ! Léline disait : que lorsque « les réformistes nous jettent à la porte des syndicats, il faut rentrer par la fenêtre ». Sommes-nous d'accord avec Léline ? Si oui, pourquoi employer des formules équivoques, intermédiaires ? Conformément aux enseignements de Léline — qui, plus que jamais, sont valables — nous devons dire aux membres du Parti : Les Jouhaux, Dumoulin et Cie nous ont jeté à la porte de la C.G.T. en 1921 ; nous devons, aujourd'hui, rentrer par la fenêtre. Et cette fenêtre, c'est la fusion partielle.

Les syndicats unitaires se vident ; il ne reste plus dans leur sein que quelques communistes et sympathisants. Plus nous attendons, plus ils se vident. Quelle doit être la position de nos camarades dans ces syndicats ?

Je pense qu'ils doivent y défendre la rentrée dans le Syndicat confédéré et expliquer aux ouvriers communistes pourquoi il faut rentrer. Sans doute cette position nous vaudra-t-elle l'épithète de contre-révolutionnaire ! Il n'y a là rien de nouveau.

L'intérêt de la Révolution ne nous permet pas de nous arrêter à de pareilles imbecillités. Lorsqu'un syndicat unitaire de 200 ou 300 membres se trouve en présence d'un syndicat confédéré qui en groupe 3.000, nous devons lutter pour la fusion partielle. Faire cela, s'est se couper des ouvriers communistes, nous dit-on. Rien n'est plus faux. Si nous refusons la fusion partielle et que nous maintenons le Syndicat unitaire, nous restons seuls, avec quelques communistes, en dehors des masses et nous ne pourrions pas convaincre des communistes hors du mouvement ouvrier. Tandis qu'en défendant la fusion partielle nous obligeons les membres du Parti à pénétrer dans la masse des ouvriers et, là, nous aurons la possibilité de les convaincre de la justesse de notre conception sur l'unité syndicale.

En conclusion : je pense que le mot d'ordre du Congrès de fusion est périmé. Nous devons défendre la rentrée en bloc et le Syndicat unitaire est squelettique, batailler pour la fusion partielle qui sera un prélude à la rentrée en bloc.

Pierre RIMBERT.

En même temps on doit inviter la C.G.T. et ses organisations adhérentes, dans le cas où le programme et les moyens d'action proposés ne seraient pas acceptés, à présenter elles-mêmes un programme d'action et les moyens de lutte correspondants, avec l'engagement de la part de la C. G. T. U., de l'accepter dans la mesure où il signifie une action contre le patronat et contre l'Etat. Parallèlement à cela il faut proposer le Congrès de fusion pour la réalisation de l'unité syndicale. Tant sur ses propositions de front unique que sur celle de la réalisation de l'unité syndicale, toute la C. G. T. U. de la tête à la base, mènera parmi les masses une campagne dont le ton et les arguments devront être tels à donner même à l'ouvrier réformiste le plus méfiant, la preuve que l'action proposée n'est pas dirigée contre son organisation et contre ses dirigeants, mais au profit de la classe ouvrière, contre le patronat et contre ceux qui se placent à ses côtés.

C'est de cette manière que l'avant-garde révolutionnaire militante dans la C.G.T.U. réussira à abattre le « mur qui le sépare des masses », c'est en agissant ainsi qu'elle pourra remonter le courant et éviter au prolétariat et à elle-même de nouvelles défaites.

LA COMMISSION SYNDICALE DE LA LIGUE COMMUNISTE (Opposition bolchevik-léniniste) Travail exécuté par des ouvriers syndiqués. Le Gérant : P. Frank. Imp. Cent. de la Bourse, 117, r. Réaumur, Paris

Lettre au C. C. N. de la C. G. T. U.

(Suite de la page 4)

L'acceptation éventuelle et possible d'une telle proposition par les autres centrales syndicales et particulièrement par la C. G. T. entraînerait dans les rapports des forces actuelles, la disposition de la C. G. T. U. en tant qu'organisation syndicale indépendante, mais en contrepartie nous aurions une soudure organique entre l'avant-garde révolutionnaire dans le mouvement syndical et la grande masse des ouvriers influencés par les chefs réformistes. Les avantages seraient tous pour le prolétariat.

Camarades, Le régime intérieur qui sévit dans notre centrale a permis à la direction d'écarter notre représentation à ce C. C. N.

Ce misérable moyen ne nous empêche pas de vous rappeler ici quelques-unes des causes qui ont empêché le prolétariat à la retraite en France et la C. G. T. U. à sa situation actuelle extrêmement critique. Nous vous avons indiqué aussi la politique qu'il faut suivre pour regagner les masses et les conduire à la victoire.

Quoique forcé à reculer jusqu'à maintenant, le prolétariat français est bien loin d'être battu. Il y a dans son sein des énergies énormes qui peuvent être éveillées et une volonté réelle d'action qui, si elle est politiquement bien interprétée, peut vite renverser la position respective des forces en présence. L'effervescence, l'enthousiasme, la décision qui animent les fonctionnaires et les travailleurs des grands services publics pour préparer la résistance à l'offensive qui les menace le prouve. Par ci, par là et avec une fréquence qui a tendance à augmenter, des mouvements, des interventions, des grèves se produisent aussi parmi les autres catégories de travail-

leurs. Il faut avoir coordonner et élargir ces mouvements. Il faut réussir à organiser d'abord la résistance, ensuite la contre-offensive de tout le prolétariat. Pour réagir à sa propre politique d'aventurisme, des grèves « politiques », des « journées rouges etc. », la direction de la C.T.G.U. parle aujourd'hui de la nécessité de défendre les revendications jusqu'aux plus minimes, de la classe ouvrière. C'est bien, mais il faut faire attention de ne pas ridiculiser le mouvement pour les revendications partielles. Si la classe ouvrière n'était pas disposée à se battre hier pour « la grève politique de masse » elle n'est pas disposée aujourd'hui à faire la grève pour revendiquer des salaires bien propres. Appeler les ouvriers à la grève pour des revendications de ce genre c'est, à coup sûr, se couper des masses autant et plus qu'avec les journées rouges. En tout cas il est nécessaire que les revendications partielles et particulières aux ouvriers d'une usine ou d'une branche d'industrie soient encadrées dans d'autres revendications communes à toute la classe ouvrière.

Aujourd'hui les revendications qui touchent vraiment les masses sur le terrain syndical sont au nombre de trois :

- LA DEFENSE DES SALAIRES ;
LA SEMAINE DES 40 HEURES SANS DIMINUTION DES SALAIRES ;
LA DEFENSE DES CHOMEURS ET DES OUVRIERS IMMIGRES.

Sur la base de ces trois revendications il est possible de mobiliser aujourd'hui tout le prolétariat en France. Pour cela il est nécessaire que la C. G. T. U. propose publiquement et incessamment à la C. G. T. le front unique d'action et indique par quels moyens, à son avis, cette action doit être menée. Toutes les fédérations et les syndicats adhérents à

DEBOUT CONTRE L'OFFENSIVE CAPITALISTE ! RÉALISEZ LE FRONT UNIQUE ET L'UNITÉ SYNDICALE !

La crise de la C. G. T. U.

et les tâches du mouvement syndical révolutionnaire

LETTRE AU CONSEIL CONFÉDÉRAL NATIONAL DE LA C. G. T. U.

Chers Camarades,

Le C.C.N. de la C.G.T.U. se réunit dans une situation particulièrement grave pour le prolétariat français. La bourgeoisie, taillée par la crise et profitant de la faiblesse des organisations prolétariennes, a réussi à imposer des lourds sacrifices à la classe ouvrière. Les salaires ont été diminués ; un nouveau sacrifice, grâce à la loi des Assurances sociales, a été imposé au prolétariat. La rationalisation capitaliste, c'est-à-dire, l'intensification de l'exploitation de la force de travail, se poursuit sans cesse partout où le prolétaire peine et crée la richesse, en même temps que des centaines et des centaines de milliers de travailleurs sont rejetés hors du processus de production, et forment l'armée des chômeurs.

Une après l'autre les catégories fondamentales du prolétariat ont été forcées à la retraite. Les métallurgistes, les mineurs, les textiles, ceux de l'industrie chimique, ceux du bâtiment, etc., n'ont pas réussi à résister aux attaques du patronat épaulé par toute la classe bourgeoise et par les forces de son Etat. Les conquêtes de dizaines d'années de lutte sont entamées et menacées d'anéantissement.

Par centaines de milliers les ouvriers immigrés, privés de tout droit politique et soumis à une exploitation plus dure et infâme que celle de leurs frères français, ont dû repasser les frontières pour rentrer dans leur pays d'origine où règne une misère et un chômage encore plus grand et où domine, comme en Italie et en Pologne, le fascisme.

Maintenant l'attaque se poursuit et menace directement les cheminots et les fonctionnaires d'Etat. L'attaque contre les ouvriers de slatut et les fonctionnaires, c'est en quelque sorte le couronnement de l'offensive menée jusqu'ici contre les ouvriers de l'industrie privée, et le commencement d'une offensive nouvelle. La bourgeoisie en a besoin.

Avec un budget fortement déséquilibré, avec une balance commerciale dont le passif augmente sans interruption, avec une industrie toujours plus menacée sur le marché mondial, soit par la concurrence des impérialismes rivaux, soit par les barrières que les tarifs douaniers et les contingentements dressent contre elle, avec une instabilité extrême dans les rapports internationaux qui met perpétuellement en cause son hégémonie sur le continent européen et risque, par la disproportion entre sa puissance économique et sa position politique sanctionnée par le traité de Versailles, de la précipiter dans une situation de second plan, la bourgeoisie française est obligée de chercher une issue dans une exploitation renforcée du prolétariat, dans la confiscation des économies de la paysannerie et de la petite bourgeoisie urbaine, dans l'aggravation des impôts, dans l'augmentation relative du coût de la vie, dans sa fébrile préparation à la guerre.

Et cette politique de spoliation du prolétariat et des masses travailleuses des villes et de la campagne sera poursuivie avec d'autant plus d'audace et d'acharnement qu'elle ne rencontrera pas de résistance effective, conditionnée par une juste politique des organisations prolétariennes et, sur le terrain syndical, avant tout par la C.G.T.U. Elle sera poursuivie, même si une modification se produisait, chose possible et à laquelle il est nécessaire de s'attendre — dans la conjoncture du cycle économique, si une certaine « reprise » se manifestait dans le domaine de la production et des affaires, car l'action de la bourgeoisie contre la classe ouvrière n'est pas déterminée uniquement par les données économiques du problème, mais est conditionnée par les rapports de force existants à un moment donné, entre les deux classes en lutte.

LE BILAN DE LA C. G. T. U.

Pour modifier ces rapports de force en faveur de la classe ouvrière, pour reprendre la direction du mouvement revendicatif des masses qui se dessine à nouveau à travers la mobilisation et la résistance des fonctionnaires et des travailleurs des grands Services publics, il est d'abord indispensable que le C.C.N. de la C.G.T.U. fasse le « bilan » de l'action de l'organisation « unitaire », étudie sérieusement les causes de la situation actuelle, et sur la base de cette étude indique les changements qui s'imposent dans l'orientation politique et dans le domaine de l'organisation. Ce bilan ne pourrait être plus sombre. L'ensemble des effectifs de la C.G.T.U. est fortement diminué. Fédérations (métaux, mineurs, textiles), qui quoique affaiblies pouvaient se présenter encore décemment à Magic-City, ont depuis lors, encore subi une régression. D'autres sont disparues, d'autres se sont réfugiées dans l'autonomie où sont passées à la C.G.T.

Et le courant centrifuge est bien loin d'être enrayé. Par-ci, par-là, des sections se détachent, passent à l'autonomie, disparaissent. D'autres posent déjà dans leurs assemblées le problème : Ou la C.G.T.U. change de fond en comble sa politique au prochain C.C.N., ou bien on rentre dans l'autonomie ou on passe à la C.G.T. En attendant, les simples ouvriers continuent à « résoudre » le problème pour leur compte : ils se désintéressent de la vie syndicale de la C.G.T.U. et de ses sections, ils désertent les réunions syndicales, ils « foutent le camp ». Il est douteux que la Centrale « unitaire » puisse compter, aujourd'hui, plus de 200.000 adhérents.

D'autre part, ce chiffre qui dénote la chute presque verticale des effectifs de la C.G.T.U., est bien loin de représenter exactement la réalité de sa faiblesse. Une analyse du contenu politique et de la distribution industrielle et territoriale de ces effectifs nous mènerait à des résultats encore plus défavorables. En fait, la première caractéristique de ces 200.000 adhérents, c'est qu'ils ne sont ni concentrés dans les grandes usines, ni dans les grands centres industriels. Il s'agit plutôt des forces éparpil-

lées dans un grand nombre de boîtes et de localités différentes — ce qui diminue considérablement leur poids spécifique — ou appartenant à des catégories particulières (conducteurs de taxi), ou au personnel d'Etat. A la prochaine reprise des cartes, au mois de janvier, sans un « tournant » dans la politique, on assistera à un nouvel effondrement de la C.G.T.U.

La vie intérieure de la C.G.T.U. est tarie, est sèche et morte. Le récent congrès du textile du Nord fut ployable ; celui de la Fédération des Métaux à Saint-Denis ne valait guère mieux ; une séance du Comité général de la U.R. a dû être renvoyée à cause de la faible participation des syndicats.

Les problèmes, les vrais problèmes du mouvement syndical de France, sont écartés des discussions des assemblées syndicales et remplacés par le remâchage obstiné de quelques petites formules, par des jeux bureaucratiques et par des tirades perpétuelles contre la « trahison » des « traitres ». Après des assemblées pareilles, les rares nouveaux adhérents et les sympathisants que les camarades actifs avaient réussi à entraîner, retournent chez eux avec la ferme intention de n'y plus remettre les pieds pour longtemps.

Mais la manifestation la plus crue de la faiblesse organique, du déclin d'influence, du manque de tout lien politique et d'organisation effectif entre la C.G.T.U. et la masse nous la trouvons dans l'incapacité presque totale de l'organisation unitaire de se mettre, au cours des dernières années, à la tête du mouvement revendicatif du prolétariat, de le coordonner, de le diriger, de l'élargir, de le porter à la victoire. Si avant Magic-City, l'expérience de la C.G.T.U. était désastreuse dans ce domaine, après elle devient catastrophique.

D'abord, contrairement aux « prophéties » de la direction de la C.G.T.U., à Magic-City, le mouvement gréviste, malgré la poursuite de l'offensive du patronat contre les salaires et les conditions de vie des travailleurs, a été moins important en 1932 qu'en 1931, qui à son tour avait marqué une régression très sensible sur celui de 1930.

Ensuite, ces mouvements grévistes ont été dirigés par les syndicats réformistes ou, sauf exceptions qu'on peut compter sur les doigts d'une main, a été un mouvement spontané qui s'est produit là où les syndicats « unitaires » étaient faiblement enracinés. Les syndicats « unitaires » ne sont intervenus qu'après et, leur action ne doit pas avoir inspiré beaucoup de confiance aux grévistes, puisque, la lutte terminée, on ne trouvait plus trace des « adhérents » qu'on avait fait au syndicat pendant la grève.

C'est précisément le fait que l'offensive patronale ait pu se poursuivre et s'accroître, sans que la C.G.T.U. ait réussi à lui opposer une résistance sérieuse et tant soit peu organisée, qui donne toute sa valeur à l'image qu'un mur sépare la C.G.T.U. des masses ». Oui, un mur sépare la C.G.T.U. des masses, un mur de méfiance, même parfois un mur d'hostilité.

Voilà où l'on est, après dix ans d'existence de la C.G.T.U.

Les causes réelles de ce processus de désagrégation ont toujours été méconnues par les dirigeants de la C.G.T.U. A chaque détail, ils ont toujours trouvé des « causes » qui en réalité n'en étaient pas, mais qui devaient servir immanquablement à jeter la responsabilité sur les exécutants. Ce jeu, dont la malhonnêteté est criante, se poursuit, avec des rares exceptions personnelles, depuis les dirigeants de l'I.S.R. jusqu'au dernier fonctionnaire de la dernière section syndicale.

L'I.S.R. accuse d'incapacité d'application les dirigeants de la C.G.T.U. ; ceux-ci portent la même accusation contre les responsables des Unions régionales, qui à leur tour, la reversent sur ceux qui sont au-dessous d'eux, et ainsi de suite. Et tous ces fonctionnaires qui se décernent régulièrement et par voie hiérarchique, le titre d'incapables dans le domaine de l'application se trouvent en même temps unanimes pour crier ; cette ligne centrale est juste, notre politique est juste ! C'est pourquoi, après chaque remède qu'on trouve sur la base d'une pareille analyse, le malade galope plus vite vers la tombe.

Pourtant, il suffit de vouloir regarder les faits pour s'apercevoir que c'est justement la « Ligne générale » l'orientation qui était et qui reste fautive. Qui oserait aujourd'hui affirmer, par exemple, que les catastrophes de la « troisième période » ont été déterminées par la « mauvaise organisation des manifestations de rue », par les « déficiences des liaisons avec les usines », par la « mauvaise application de la politique, front unique, rien qu'à la base » et par d'autres balivernes pareilles avec lesquelles la bureaucratie centriste, pour se tirer d'affaire, a bourré les crânes des membres de la C.G.T.U. ?

N'est-il pas clair aujourd'hui pour tout le monde, qu'il ne s'agissait là aucunement d'une mauvaise application d'une juste politique, mais d'une politique essentiellement fautive, découlant d'une fautive analyse de la situation et d'une fautive appréciation de la nature et du rôle des forces en présence ? N'est-il pas clair que l'analyse faite par l'I.C. — et répété par l'I.S.R. — et selon laquelle nous nous trouvons, en 1932, des « deux pieds » dans une situation révolutionnaire en France, n'avait rien de commun avec la réalité ? N'est-il pas clair aujourd'hui pour tout le monde que la politique qu'on a tirée d'une telle analyse (journées rouges, politisation des grèves, grève politique, conquête de la rue, etc.) a entièrement échoué, non à cause des fautes d'application, mais parce qu'elle reposait sur une compréhension absolument fantaisiste de la situation et parce qu'elle était la négation même de la politique qu'aurait dû à ce moment-là suivre le prolétariat ?

La fausseté de la « Ligne générale », de la « politique » suivie par le Parti et par

la C.G.T.U. acquièrent un relief encore plus précis, si on songe qu'elle n'a été que la répétition française de la « ligne générale », de la « politique » qui a été imposée à tous les Partis communistes et à tous les syndicats rouges de tous les pays. L'essentiel de cette « ligne générale », de cette « politique » se basait non sur la perspective de la crise cyclique dans laquelle allait entrer le capitalisme, ce qui était bien facile à prévoir, mais sur la fautive appréciation de la radicalisation des masses, sur la conviction que la lutte pour les revendications partielles n'avait plus de sens, sur la présomption que la social-démocratie, devenue « l'aile modérée du fascisme » (sic) était en train d'être déjà séparée du prolétariat qui par des « escarmouches successives » marchait rapidement à la « grève générale politique » et à la conquête du pouvoir. Or, la faillite de cette « ligne générale » a été générale et complète, non seulement en France mais aussi — avec des conséquences plus ou moins graves, selon les conditions objectives auxquelles on l'a appliquée — en U.R.S.S., en Allemagne, en Italie, en Pologne et dans tous les pays.

Telle est la première leçon que le C.C.N. doit tirer des événements passés, et c'est en le déclarant courageusement devant toute la classe ouvrière qu'il créera la prémisses indispensables pour en tirer profit dans l'intérêt du prolétariat.

LA TACTIQUE DES GRÈVES

Sur la base de cette « ligne générale » absolument fautive, la C.G.T.U. a mené une politique, sur les questions essentielles, dont le néant touche simplement au grotesque. Un des problèmes les plus sensibles pour l'organisation syndicale est celui de la stratégie et de la tactique des grèves. L'I.S.R. et la C.G.T.U. ont souvent mis à l'ordre du jour ce problème, mais les conclusions auxquelles elles sont parvenues sont précisément opposées à celles qu'il fallait appliquer.

La préoccupation constante d'une organisation syndicale et particulièrement d'une organisation syndicale révolutionnaire, doit être celle de pouvoir disposer sur le front de lutte non de quelques petites équipes, mais de la masse des ouvriers d'une usine déterminée, d'une certaine branche d'industrie, ou de tout le pays, selon qu'il s'agit d'une revendication locale, ou commune aux ouvriers d'une industrie déterminée, ou touchant la classe ouvrière de tout le pays.

Pour obtenir ce résultat, l'organisation syndicale doit avoir l'oreille constamment appuyée sur le cœur des masses pour en entendre et savoir apprécier les mouvements les plus profonds. Elle doit savoir comprendre quand, comment et pourquoi, la masse, la masse réelle et non les fonctionnaires du Parti et de la C.G.T.U. ou les membres de la cellule ou de la squelettique section syndicale unitaire, est prête et disposée à se battre.

Si la masse, la masse réelle, ne veut pas se battre, ne veut pas faire la grève à un moment donné, on ne doit pas et on ne peut pas le lui imposer par voie bureaucratique, surtout quand la prévision certaine est celle de la défaite. C'est pourtant à cette voie-là que la bureaucratie du Parti et de la C.G.T.U. a eu recours presque à chaque fois qu'elle a eu la possibilité d'« organiser » une grève. L'exemple de la grève des « gars du bâtiment » de la Région Parisienne en 1930 est un des plus caractéristiques. La grève a été imposée par la bureaucratie contre la volonté de la grosse majorité des ouvriers du bâtiment, contre la majorité des « gars du bâtiment » organisés dans le syndicat unitaire, et malgré l'opposition de nombreux camarades du bâtiment, membres du Parti.

Il arrive aussi qu'au sein d'une industrie ou dans la classe ouvrière de tout le pays, existent des déséquilibres souvent très marqués quant à la conscience de classe, à la volonté de la lutte ou but auquel la lutte doit atteindre. Le devoir de l'organisation syndicale, dans ce cas, n'est pas celui de prendre comme base pour le déclenchement de la lutte, les positions et les buts des ouvriers plus avancés, mais les revendications qui sont susceptibles d'entraîner dans le mouvement tous les ouvriers, y compris les plus arriérés. Il vaut mieux, par exemple, au point de vue du développement de l'action de classe, entraîner dans la lutte tous les ouvriers d'une usine, d'une industrie ou d'un pays, pour la défense des salaires et vaincre, que n'entraîner qu'une minorité sous le mot d'ordre de l'augmentation des salaires, et perdre !

Cet axiome qui est presque banal, mérite malheureusement d'être rappelé, car la C.G.T.U. a appliqué partout et en toute circonstance, non la politique du moins, avec plus d'ouvriers pour vaincre ; mais du plus, avec moins d'ouvriers, au prix de perdre.

Ce qu'on vient de dire pose aussi un autre problème extrêmement important : celui de la coordination et de l'élargissement de l'action ouvrière. Il arrive souvent qu'une action particulière, une grève, déclenchée à un certain moment et dans certaines conditions, au lieu de servir de « point de départ » pour l'élargissement du mouvement gréviste à toute une usine, à toute une industrie ou à tout un pays, sert uniquement à détruire les possibilités d'une action plus vaste et de plus grande envergure. Une organisation syndicale doit être extrêmement attentive à ce problème. Elle doit non seulement œuvrer pour conquérir des positions communes pour tous les ouvriers, mais elle doit aussi savoir faire reculer ou avancer une grève en fonction de l'intérêt général du prolétariat.

Mais pour la C.G.T.U. ce problème ne se posait même pas. Sa « stratégie » et sa « tactique » des grèves s'est limitée à ceci : déclancher partout, n'importe comment, n'importe quand, avec ou sans les ouvriers, des grèves ; pousser ces grèves jusqu'au

bout, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'aucun gréviste ne soit plus disposé à suivre ses folles, crier ensuite contre les « traitres », contre les « jaunes », et assurer tout le monde que la grève était bien politisée.

La C.G.T.U. a été incapable de faire, en préparation et au cours des grèves, un syndicalisme de masse. Elle a fait un syndicalisme des « troupes de choc » ; un syndicalisme « minorité agissante » ; un syndicalisme « d'aristocratie révolutionnaire ».

LE FRONT UNIQUE

La C.G.T.U. a brisé dans ses mains l'arme puissante de la tactique du front unique. Sous le prétexte que les organisations syndicales réformistes ne servent qu'à empêcher le mouvement, qu'à briser les grèves et à servir le patronat et la bourgeoisie, sous le prétexte qu'à la tête de la C.G.T. et de ses principales Fédérations, se trouve un Jouhaux ou autres laquais semblables de la classe ennemie ; sous prétexte que la C.G.T. s'est « intégrée » dans l'Etat bourgeois, la C.G.T.U. a abandonné toute tactique de front unique d'organisation à l'organisation, et a fait sienné la formule du Parti du front unique « rien qu'à la base ».

Après la « ligne générale », après sa tactique des grèves », la C.G.T.U. venait de rendre un troisième grand service précisément à Jouhaux et à ses compères avec cette nouvelle théorie. Cette théorie ne pouvait que compléter l'œuvre de désagrégation et d'isolement de la C.G.T.U. que Jouhaux poursuivait parmi les masses ; elle a permis uniquement d'élever plus haut le « mur qui sépare la C.G.T.U. du prolétariat ».

Il est inutile d'entamer ici une discussion pour démontrer que cette théorie n'a rien de commun avec le léninisme et le marxisme. Il vaut beaucoup mieux regarder les faits, et les faits sont les suivants : sous la pression des masses, les syndicats réformistes, au cours de ces dernières années, ont organisé des luttes, ont préparé et dirigé des grèves. Les plus grandes grèves qui ont eu lieu en France ont été préparées et dirigées par les organisations réformistes. Sur ce point, il ne peut y avoir de doute. Les réformistes ne pouvaient que trahir ces mouvements. Mais il ne suffit pas que les révolutionnaires le comprennent. Devant ces faits, que fit la C.G.T.U. ?

Les réformistes ne pouvaient que trahir ces mouvements. Mais il ne suffit pas que les révolutionnaires le comprennent. Au lieu de compléter le travail de front unique à la base par celui de front unique d'organisation à l'organisation, elle s'est acharnée dans une activité stérile de grignotage de la C.G.T., qui s'est transformée dans un grignotage de la C.G.T.U.

Maintenant, au moins dans les mots, il semble qu'un certain revirement se produise dans ce domaine. Ceux qui jusqu'ici hier nous traitaient de contrerévolutionnaires pour la proposition que nous faisons de front unique d'organisation à l'organisation, admettent que, dans certains cas, des propositions d'actions communes puissent être proposées par des syndicats de base aux syndicats de base correspondants, et même aux fédérations. Il faut prendre note de déclarations pareilles dans la mesure où elles permettent de passer outre aux vieux schémas bureaucratiques, mais il est nécessaire, en même temps, de les dénoncer comme une nouvelle tentative de la bureaucratie de se passer d'une tactique conséquente de front unique.

Front unique seulement entre organisations de bases ? Mais l'offensive contre les fonctionnaires, par exemple, est-ce qu'elle intéresse seulement quelque organisation de base ? N'intéresse-t-elle pas à la fois et les deux (au moins les deux) Fédérations nationales des fonctionnaires et les deux Confédérations C.G.T. et C.G.T.U. ? Et la défense des fonctionnaires peut-elle être organisée efficacement rien qu'à la base ? N'est-il pas clair que cette résistance, pour être efficace, doit être préparée et organisée sur le plan national ? Et la question de la réduction du temps de travail sans diminution des salaires peut-elle seulement être envisagée, au point de vue de la lutte du prolétariat, rien que par le front unique, entre quelques organisations de bases ?

Qui ne voit pas qu'il ne s'agit là d'une question nationale et même internationale, et que c'est sur ces plans qu'il faut envisager le front unique d'organisation à l'organisation ? La bureaucratie de la C.G.T.U. sent bien cela, mais prisonnière de ses formules, méliant ses intérêts de caste et de prestige au dessus des intérêts vitaux du prolétariat, elle tâche de s'y soustraire et a recours à des manœuvres de basse cuisine, à des trucs qui n'aboutiront à rien sauf à l'affaiblir encore et à faciliter l'œuvre des chefs réformistes et de la bourgeoisie contre le prolétariat. Un exemple de ces manœuvres nous l'avons eu dans le Congrès d'Amsterdam, où, pour ne pas appliquer une juste tactique de front unique d'organisation à l'organisation, nous avons vu la C. G. T. U. réaliser un bloc par en haut avec des personnalités sur la base d'une déclaration confuse.

Un autre exemple nous est donné par la lettre que le Cartel Unitaire et la Fédération autonome des fonctionnaires ont adressée à tous les syndicats, confédérés pour leur proposer la tenue d'une Conférence Nationale unique. C'est une lettre pour permettre aux chefs confédérés de mieux lenir en main et de tromper leurs masses. Le troisième exemple nous l'avons dans la convocation du Congrès revendicatif, s'il se tient avec le sens et le but qui découle des écrits parus dans la presse de la C. G. T. U. et du Parti.

Toute la préoccupation de la bureaucratie de la C. G. T. U. semble être de mettre des pièges devant les pieds des organisations réformistes. Mais ce sont des pièges

découverts à l'avance et qui servent uniquement à prendre ceux qui les ont tendus. La bureaucratie de la C. G. T. U. n'a pas encore compris que le meilleur piège pour l'adversaire réformiste c'est celui de conquérir la confiance des masses et de les conduire à la lutte contre le patronat. Or, pour obtenir cela il faut abandonner ouvertement et au grand jour la fautive tactique du front unique rien qu'à la base, et revenir à la tactique du front unique aussi d'organisation à l'organisation sur le plan national et international.

L'UNITÉ SYNDICALE

Dans le domaine syndical, une juste politique de front unique est inséparable d'une juste politique d'unité syndicale. La direction de la C. G. T. U. sur les directives de l'I. S. R. et de l'I. C. a falsifié et abandonné la tactique de l'unité syndicale.

Au Congrès de Magic-City, Monmousseau, Senard, Thorez, etc. avaient affirmé que laisser le drapeau de l'unité syndicale aux « 22 » avait été une faute ! Pour y « remédier » la majorité de Magic-City a mis en avant la formule trompeuse et hypocrite de l'« unité syndicale lutte de classe ». Cette formule, comme nous l'avons démontré à plusieurs reprises, signifiait, sous le voile de l'équivoque, que les ouvriers et les syndicats réformistes qui veulent l'unité syndicale n'ont qu'une chose à faire : entrer dans la C. G. T. U. C'est l'inverse qui s'est produit ; c'est-à-dire que des ouvriers et des syndicats de la C.G.T.U. sont passés à la C. G. T.

Maintenant l'équivoque, est en train d'être éclaircie. Le douzième Plenum du C. E. de l'I. C. non seulement ne souffle plus mot sur la nécessité de lutter pour la réalisation de l'unité syndicale, mais affirme que « l'opposition syndicale révolutionnaire doit devenir dans la poussée révolutionnaire croissante le mouvement des masses contre la bureaucratie syndicale réformiste, le levier et la base d'organisation pour constituer des syndicats rouges indépendants ».

C'est le drapeau de la scission syndicale qui est levé par l'I. C., c'est ce drapeau qui menace d'être levé par la C. G. T. U.

L'abandon de la politique de l'unité syndicale doit être repoussé par le C. C. N., et cela non seulement pour les conséquences immédiates qu'un tel abandon aura sur la C. G. T. U., mais parce qu'il signifie la rupture d'un nouveau chaînon auquel l'avant-garde révolutionnaire dans le domaine syndical doit s'accrocher de toutes ses forces pour reprendre ou pour maintenir la liaison avec les ouvriers réformistes, pour barrer aux chefs réformistes la possibilité d'entraîner les masses dans la voie de la collaboration de classe et de la trahison.

L'abandon de la politique de l'unité syndicale c'est à la fois la reconnaissance faite par la bureaucratie centriste qu'elle se sent vaincue par les chefs réformistes au sein des syndicats uniques, et c'est une nouvelle manifestation d'aventurisme. Cette décision est d'autant plus irresponsable et criminelle qu'elle arrive juste au moment où la C. G. T. U. se vide de ses adhérents et où l'opposition syndicale révolutionnaire est marquée doublement de faillite dans tous les pays : soit en tant que telle à l'intérieur des syndicats réformistes, soit en tant qu'organisation syndicale indépendante.

A travers la scission syndicale le centrisme espère de reprendre sa revanche sur le réformisme. En réalité il ne fera que donner à ce dernier une arme nouvelle pour le combattre. Les défaites subies par l'avant-garde révolutionnaire ne sont pas déterminées par son attachement aux syndicats réformistes, mais par sa fautive politique sur tous les problèmes concrets et vitaux du prolétariat, y compris le problème de l'unité syndicale.

Lever le drapeau de la scission syndicale, se refuser à réaliser l'unité sur la base des garanties de la démocratie prolétarienne, signifie non corriger les fautes anciennes mais les aggraver par une faute nouvelle. Une fois que au sein du syndicat les règles de la démocratie prolétarienne sont respectées, l'avant-garde révolutionnaire, armée d'une juste politique, ne peut craindre à aucun instant d'y militer. Au contraire. Mais même quand la démocratie prolétarienne est brisée par les chefs réformistes, ou plié à la besogne de la trahison de classe, cet avant-garde doit se garder des actes qui peuvent la couper des masses.

En Allemagne, en Espagne, en Belgique dans les autres pays passer ouvertement et de façon délibérée à la constitution de nouveaux syndicats c'est pour le Parti et pour les oppositions syndicales révolutionnaires de couper de toute influence effective sur le mouvement syndical. En France, l'abandon de la campagne pour l'unification des centrales divisées ou la continuation du verbiage sur la formule trompeuse de l'« unité syndicale lutte de classe » signifie vraiment capituler devant Jouhaux, et faire le jeu du patronat.

S'il est vrai que la lutte du prolétariat sur le terrain revendicatif est avant tout conditionnée par une juste politique de son avant-garde et non par son unité organique dans un seul syndicat, il est vrai aussi que cette unité organique, accompagnée et animée par une politique appropriée décuplerait la force défensive et offensive de la classe ouvrière. C'est à cela que doit tendre la C. G. T. U. C'est pourquoi, en même temps que nous proposons au C.C.N. de repousser catégoriquement et sans équivoque la politique de scission syndicale suivie du XII^e Plenum de l'I. C. et acceptée par l'I. S. R. nous lui proposons aussi de prendre courageusement l'initiative d'un congrès de fusion entre les diverses centrales existantes et posant comme condition la garantie de la démocratie prolétarienne et du droit de fraction.

(Voir la suite page 3)